

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2006 — 803

[C — 2006/29044]

**10 FEVRIER 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social et des Conseils de département ainsi que les modalités de fonctionnement du conseil d'administration et du Collège de direction des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française**

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, essentiellement l'article 68;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social et des Conseils de département ainsi que les modalités de fonctionnement du conseil d'administration et du Collège de direction des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire du 19 janvier 2006;

Vu le protocole du 26 janvier 2006 du comité de secteur IX;

Vu l'urgence;

Considérant que les mandats aux fonctions électives au sein des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française ont débuté le 15 septembre 2001 et que ces mandats ont une durée de cinq ans, qu'en conséquence ces mandats doivent être renouvelés au 15 septembre 2006 et que, selon les dispositions du présent arrêté, les élections à ces fonctions électives doivent débiter ce 1<sup>er</sup> mars 2006;

Vu l'avis 39.772/2 du Conseil d'Etat, donné le 26 janvier 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 37 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social et des Conseils de département ainsi que les modalités de fonctionnement du conseil d'administration et du Collège de direction des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 37. Pour l'élection au conseil d'administration du représentant du personnel de maîtrise, gens de métier et de service visé à l'article 66, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, sont électeurs, les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service de la Haute Ecole en activité de service au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

Pour l'élection au Conseil pédagogique des représentants du personnel visés à l'article 15 du présent arrêté, sont électeurs, les membres du personnel enseignant de la Haute Ecole, en activité de service au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

Pour l'élection au Conseil social des représentants du personnel visés à l'article 22 du présent arrêté, sont électeurs, les membres du personnel de la Haute Ecole, en activité de service au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

Pour l'élection aux Conseils de département des représentants des personnels visés à l'article 29 du présent arrêté, sont électeurs, les membres du personnel de la Haute Ecole en activité de service au sein du département concerné à la date de clôture des listes électorales. »

**Art. 2.** A l'article 38 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le mot « mai » est remplacé par le mot « avril »;

2<sup>o</sup> la disposition est complétée comme suit « ou, le cas échéant, trente jours avant la date d'une élection intermédiaire telle que visée à l'article 46, alinéa 2, du présent arrêté. »

**Art. 3.** L'article 40 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 40. § 1<sup>er</sup>. Sont éligibles au Conseil d'administration comme représentants du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service, en activité de service dans la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales.

§ 2. Sont éligibles au Conseil pédagogique comme représentants du personnel, les membres du personnel enseignant nommés à titre définitif, désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la Haute Ecole ou engagés à durée indéterminée par la Haute Ecole et en activité de service au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

§ 3. Sont éligibles au Conseil social comme représentants du personnel :

1<sup>o</sup> les membres du personnel enseignant nommés à titre définitif, désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la Haute Ecole ou engagés à durée indéterminée par la Haute Ecole et en activité de service au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

2<sup>o</sup> les membres du personnel auxiliaire d'éducation et administratif nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la Haute Ecole ou engagés sous contrat à durée indéterminée par la Haute Ecole et en activité de service au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

3<sup>o</sup> les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire dans la Haute Ecole et en activité de service au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales.

§ 4. Sont éligibles aux Conseils de département comme représentants du personnel :

1<sup>o</sup> les membres du personnel enseignant nommés à titre définitif, désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la Haute Ecole ou engagés à durée indéterminée par la Haute Ecole et en activité de service au sein du département concerné de la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales.

2° les membres du personnel auxiliaire d'éducation et administratif nommés à titre définitif, désignés à titre temporaire à durée indéterminée dans la Haute Ecole ou engagés sous contrat à durée indéterminée par la Haute Ecole et en activité de service au sein du département concerné de la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales.

3° les membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service nommés à titre définitif ou désignés à titre temporaire dans la Haute Ecole, et en activité de service au sein du département concerné de la Haute Ecole à la date de clôture des listes électorales. »

**Art. 4.** Dans l'article 41 du même arrêté, les mots « entre le dixième jour et le quinzième jour de » sont remplacés par les mots « dans les quinze jours qui suivent ».

**Art. 5.** A l'article 43 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot « juin » est remplacé par le mot « mai »;

2° la disposition est complétée comme suit « , sauf en cas d'élection intermédiaire telle que visée à l'article 46, alinéa 2, du présent arrêté. »

**Art. 6.** A l'article 45 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le mot « organe » est remplacé par le mot « Conseil »;

2° les mots « tiré au sort » sont remplacés par les mots « le candidat le plus jeune ».

**Art. 7.** L'article 46 du même arrêté est complété comme suit :

« S'il n'existe plus de réserve de candidat sur la liste des candidats qui se sont présentés et qui n'ont pas été élus, la Haute Ecole procède à une nouvelle élection.

Dans les cinq jours ouvrables qui suivent la prise de connaissance de la vacance, le Collège de Direction désigne les membres de la Commission électorale visée à l'article 49 et fixe la date de l'élection. L'élection a lieu entre le 35<sup>e</sup> jour et le 45<sup>e</sup> jour qui suit la prise de connaissance de la vacance.

Si la prise de connaissance de la vacance se situe durant les vacances scolaires, les délais visés à l'alinéa précédent prennent cours le premier jour de la reprise des cours.

Le candidat élu achève le mandat de son prédécesseur. »

**Art. 8.** L'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 49. A chaque élection en ce compris celle du Directeur de catégorie, une Commission électorale est instituée. Elle est composée de cinq membres désignés par le Collège de direction en dehors des candidats. Cette Commission désigne son président. »

**Art. 9.** L'article 50 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 50. § 1<sup>er</sup>. La Commission électorale fixe son règlement d'ordre intérieur, dirige toutes les opérations électorales et veille au bon déroulement et à la régularité de celles-ci.

§ 2. Toute plainte relative à une quelconque irrégularité dans le déroulement des élections est adressée sous pli recommandé au Président de la Commission électorale, au plus tard dans les trois jours ouvrables qui suivent la proclamation des résultats visée aux articles 47 et 62 du présent arrêté.

L'introduction de la plainte peut également être faite par la remise d'un écrit au Président de la Commission électorale. La signature apposée par le Président sur le double de cet écrit ne vaut que comme accusé de réception de l'introduction de la plainte.

La Commission électorale statue dans les cinq jours ouvrables de l'introduction d'une plainte déposée conformément aux alinéas précédents.

Lorsqu'une élection est annulée par la Commission électorale, un nouveau scrutin a lieu dans les dix jours ouvrables qui suivent cette annulation. »

**Art. 10.** L'article 51 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 51. Dans le courant de la deuxième quinzaine du mois d'avril qui précède l'expiration du mandat du Directeur-Président en fonction, le Collège de direction composé des Directeurs de catégorie nouvellement désignés et du Directeur-Président en fonction signale la vacance prochaine du poste au Gouvernement.

Dans le courant de la deuxième quinzaine du mois de mai, le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions publie un appel au *Moniteur belge* relatif à la vacance du mandat de Directeur-Président.

Dans le courant de la première quinzaine du mois de juin, les postulants à cette fonction déposent leur candidature au secrétariat de la Haute Ecole dans laquelle le mandat de Directeur-Président est déclaré vacant. Leur nom est affiché le jour ouvrable qui suit l'expiration du délai prévu pour le dépôt des candidatures.

Aux fins de procéder à l'établissement de la liste de trois candidats proposés à la fonction de Directeur-Président visée à l'article 67, alinéa 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, le Collège de direction composé des Directeurs de catégorie nouvellement désignés et du Directeur-Président en fonction se réunit dans les cinq jours ouvrables qui suivent la date de clôture de dépôt des candidatures. »

**Art. 11.** A l'article 52 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « composé des Directeurs de catégorie nouvellement désignés et du Directeur-Président en fonction » sont insérés entre le mot « direction » et le mot « ne »;

2° la disposition est complétée comme suit : « Dans le cas où ce quorum n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle réunion du Collège de Direction tel que visé à l'alinéa précédent qui délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ».

**Art. 12.** A l'article 55 du même arrêté, les mots « avant le 1<sup>er</sup> juin qui précède l'expiration de son mandat » sont remplacés par les mots « au plus tard, le premier jour ouvrable qui suit l'établissement de la liste. ».

**Art. 13.** L'article 56 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 56. § 1<sup>er</sup>. Si le Directeur-Président décède, démissionne, perd la qualité qui justifiait son mandat dans le courant des quatre premières années de ce dernier, il est procédé à une nouvelle élection.

A cette fin, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la prise de connaissance de la vacance du poste, le Collège de direction signale cette vacance au Gouvernement.

Dans le courant du mois qui suit la prise de connaissance, la Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions publie un appel au *Moniteur belge* relatif à la vacance de ce mandat.

Les postulants à cette fonction disposent de quinze jours à dater de la parution de l'appel au *Moniteur belge* pour déposer leur candidature au secrétariat de la Haute Ecole. Leur nom est affiché le jour ouvrable qui suit l'expiration du délai prévu pour le dépôt des candidatures.

Aux fins de procéder à l'établissement de la liste de trois candidats proposés à la fonction de Directeur-Président visée à l'article 67, alinéa 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, le Collège de direction se réunit dans les cinq jours ouvrables qui suivent la date de clôture de dépôt des candidatures.

Les articles 52 à 54 sont applicables.

La liste des trois candidats est adressée par le Directeur de catégorie le plus ancien dans la fonction au Gouvernement dans les trois jours ouvrables qui suivent l'établissement de la liste.

Si le Directeur-Président décède, démissionne ou perd la qualité qui justifiait son mandat dans le courant de la dernière année de ce dernier, le Directeur de catégorie le plus ancien comptant la plus grande ancienneté dans cette fonction au sein de la Haute Ecole et, en cas de parité, le Directeur de catégorie le plus âgé assure la fonction de Directeur-Président ad interim jusqu'au terme du mandat.

§ 2. Le Directeur-Président, désigné par le Gouvernement à la suite de la procédure visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> à 8, termine le mandat de son prédécesseur. ».

**Art. 14.** L'article 57 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 57. Sans préjudice de l'article 100 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, le Collège de direction, par voie d'affichage, fait appel aux candidatures en vue de l'élection aux fonctions de Directeur de catégorie.

Le secrétariat de la Haute Ecole établit les listes électorales, par catégorie d'enseignement organisé, qui sont clôturées le premier jour ouvrable de la première quinzaine du mois de mars qui précède la fin du mandat du Directeur de catégorie en fonction.

Sont électeurs les membres du personnel enseignant de la Haute Ecole, affectés à la catégorie concernée et en activité de service au sein de celle-ci à la date de clôture des listes électorales. »

**Art. 15.** L'article 58 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 58. Les postulants à la fonction de Directeur de catégorie déposent leur candidature au secrétariat de la Haute Ecole dans le courant de la première quinzaine du mois de mars qui précède la fin du mandat du Directeur de catégorie en fonction.

Leur nom est affiché au plus tard le premier jour ouvrable qui suit l'expiration du délai prévu pour le dépôt des candidatures. »

**Art. 16.** A l'article 59 du même arrêté, les mots « du mois de mai qui précède l'expiration des mandats des Directeurs de catégorie en fonction » sont remplacés par les mots « de la deuxième quinzaine du mois de mars qui suit la date de clôture de dépôt des candidatures ».

**Art. 17.** L'article 60, est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Chaque électeur dispose d'une voix. »

**Art. 18.** L'article 61, alinéa 2, du même arrêté, est supprimé.

**Art. 19.** L'article 62 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 62. Les résultats des élections sont adressés par le Directeur-Président au Gouvernement le premier jour ouvrable qui suit la date de clôture des élections.

Ce même jour, la Commission électorale visée à l'article 49 du présent arrêté proclame le résultat des élections.

En cas de parité, la liste transmise au Gouvernement comporte, outre les deux premiers candidats, les candidats classés troisième ayant obtenu un nombre de voix identique. »

**Art. 20.** A l'article 63 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « la prise de connaissance de » sont insérés entre les mots « suivent » et « la »;

2° au § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 3, est supprimé;

3° au § 1<sup>er</sup>, entre l'alinéa 2 tel que modifié et l'alinéa 4 dont le texte formera un alinéa 5, sont insérés deux nouveaux alinéas, rédigés comme suit :

« Les postulants à la fonction de Directeur de catégorie déposent leur candidature au secrétariat de la Haute Ecole dans les quinze jours de la clôture des listes électorales.

Leur nom est affiché au plus tard le jour ouvrable qui suit l'expiration du délai prévu pour le dépôt des candidatures. »;

4° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, dont le texte formera un alinéa 6, les mots « et 61 » sont supprimés;

5° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, dont le texte formera un alinéa 7, les mots « ouvrables » sont insérés entre les mots « jours » et « qui ».

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 22.** Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 février 2006.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 803

[C — 2006/29044]

**10 FEBRUARI 2006. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 1996 Gemeenschap tot regeling van de samenstelling en werking van de pedagogische raad, de sociale raad en de departementsraden en van de werking van de raad van bestuur en van het bestuurscollege van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, inzonderheid op artikel 68;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 1996 tot regeling van de samenstelling en werking van de pedagogische raad, de sociale raad en de departementsraden en van de werking van de raad van bestuur en van het bestuurscollege van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen;

Gelet op het overleg van 19 januari 2006 met de representatieve studentenorganisaties die erkend zijn op gemeenschapsvlak;

Gelet op het protocol van 26 januari 2006 van het Comité van Sector IX;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de verkiezingsmandaten binnen de hogescholen ingericht door de Franse Gemeenschap hun aanvang hebben genomen op 15 september 2001 en dat deze mandaten een duur van vijf jaar hebben, dat dientengevolge deze mandaten hernieuwd moeten worden op 15 september 2006 en dat, volgens de bepalingen van dit besluit, de verkiezingen voor deze verkiezingsambten op 1 maart 2006 moeten beginnen;

Gelet op het advies nr. 39.772/2 van de Raad van State, gegeven op 26 januari 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Vice-Presidenten en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 37 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 augustus 1996 tot regeling van de samenstelling en werking van de pedagogische raad, de sociale raad en de departementsraden en van de werking van de raad van bestuur en van het bestuurscollege van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 37. Voor de verkiezing, in de raad van bestuur, van de vertegenwoordiger van het meesters-, vak- en dienstpersoneel bedoeld in artikel 66, eerste lid, 4°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, zijn de leden van dat personeel bij de hogeschool kiezers als zij in de hogeschool in dienstactiviteit zijn op de datum waarop de kieslijsten afgesloten worden.

Voor de verkiezing, in de Pedagogische Raad, van de vertegenwoordigers van het personeel bedoeld in artikel 15 van dit besluit, zijn de leden van het onderwijzend personeel van de hogeschool kiezers als zij er op de datum waarop de kieslijsten afgesloten worden in dienstactiviteit zijn.

Voor de verkiezing, in de Sociale Raad, van de vertegenwoordigers van het personeel bedoeld in artikel 22 van dit besluit, zijn de leden van het personeel van de hogeschool kiezers als zij er op de datum waarop de kieslijsten afgesloten worden in dienstactiviteit zijn.

Voor de verkiezing, in de Departementsraden, van de vertegenwoordigers van het personeel, bedoeld in artikel 29 van dit besluit, zijn de personeelsleden van de hogeschool kiezers als zij in dienstactiviteit zijn in het betrokken departement op de datum waarop de kieslijsten afgesloten worden. »

**Art. 2.** Aan artikel 38 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "mei" wordt vervangen door het woord "april";

2° de bepaling wordt aangevuld als volgt : « of, desgevallend, dertig dagen voor de datum van een tussentijdse verkiezing zoals bedoeld bij artikel 46, tweede lid, van dit besluit. ».

**Art. 3.** Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 40. § 1. Verkiesbaar zijn voor de Raad van Bestuur als vertegenwoordigers van het meesters-, vak- en dienstpersoneel, de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel die in dienstactiviteit zijn in de hogeschool op de datum van afsluiting van de verkieslijsten.

§ 2. Verkiesbaar zijn voor de Pedagogische Raad tot vertegenwoordigers van het personeel, de leden van het onderwijzend personeel die vastbenoemd zijn, tijdelijk voor een onbepaalde duur in de hogeschool of aangeworven voor een onbepaalde duur door de hogeschool en die in dienstactiviteit zijn binnen deze op de datum van afsluiting van de kieslijsten.

§ 3. Verkiesbaar zijn voor de Sociale Raad als vertegenwoordigers van het personeel :

1° de leden van het onderwijzend personeel die vastbenoemd zijn, tijdelijk aangewezen voor een onbepaalde duur in de hogeschool of aangeworven voor een onbepaalde duur door de hogeschool en die in dienstactiviteit zijn binnen deze op de datum van afsluiting van de kieslijsten.

2° de leden van het opvoedend en administratief hulppersoneel die vastbenoemd zijn of tijdelijk aangewezen voor een onbepaalde duur in de hogeschool of aangeworven met een overeenkomst voor een onbepaalde duur door de hogeschool en die in dienstactiviteit zijn binnen deze op de datum van afsluiting van de kieslijsten.

3° de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel die vastbenoemd zijn of tijdelijk aangewezen in de hogeschool en die in dienstactiviteit zijn binnen deze op de datum van afsluiting van de kieslijsten.

§ 4. Verkiesbaar zijn voor de Departementsraden als vertegenwoordigers van het personeel :

1° de leden van het onderwijzend personeel die vastbenoemd zijn, tijdelijk aangewezen voor een onbepaalde duur in de hogeschool of aangeworven voor een onbepaalde duur door de hogeschool en die in dienstactiviteit zijn binnen het betrokken departement op de datum van afsluiting van de kieslijsten.

2° de leden van het opvoedend en administratief hulppersoneel die vastbenoemd zijn of tijdelijk aangewezen voor een onbepaalde duur in de hogeschool of aangeworven met een overeenkomst voor een onbepaalde duur door de hogeschool en die in dienstactiviteit zijn binnen het departement op de datum van afsluiting van de kieslijsten.

3° de leden van het meesters-, vak- en dienstpersoneel die vastbenoemd zijn of tijdelijk aangewezen in de hogeschool en die in dienstactiviteit zijn binnen het departement op de datum van afsluiting van de kieslijsten. »

**Art. 4.** In artikel 41 van hetzelfde besluit worden de woorden "tussen de tiende en de vijftiende dag van" vervangen door de woorden "binnen de vijftien dagen die volgen".

**Art. 5.** In artikel 43 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "juni" wordt vervangen door het woord "mei";

2° de bepaling wordt aangevuld als volgt ", behoudens in geval van tussentijdse verkiezing zoals bedoeld bij artikel 46, tweede lid, van dit besluit".

**Art. 6.** In artikel 45 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "voor elk orgaan" worden vervangen door de woorden "voor elke Raad";

2° het woord "uitgeloot" wordt vervangen door de woorden "de jongste kandidaat".

**Art. 7.** Artikel 46 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Indien er geen kandidaat overblijft op de lijst van de kandidaten die zich hebben gemeld en die verkozen werden, gaat de hogeschool over tot een nieuwe verkiezing.

Binnen de vijf werkdagen die volgen op de kennisneming van het vrijkomen van het ambt, wijst het Directiecollege de leden aan van de Verkiezingscommissie bedoeld bij artikel 49 en bepaalt de datum van de verkiezing. Deze geschiedt tussen de 35e en de 45e dag die volgt op de kennisneming van het openvallen van het ambt.

Geschiedt de kennisneming tijdens de schoolvakantie, nemen de bij vorig lid bedoelde termijnen hun aanvang de eerste dag na de schoolhervatting.

De verkozen kandidaat voleindigt het mandaat van zijn voorganger. »

**Art. 8.** Artikel 49, eerste lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 49. Bij iedere verkiezing met inbegrip van deze van Categoriendirecteur, wordt een Verkiezingscommissie ingesteld. Ze bestaat uit vijf leden aangewezen door het Directiecollege buiten de kandidaten. Deze Commissie stelt haar eigen voorzitter aan. »

**Art. 9.** Artikel 50 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 50. § 1. De Verkiezingscommissie bepaalt haar eigen huishoudelijk reglement, heeft de leiding van alle kiesverrichtingen en zorgt voor het goed verloop en de regelmatigheid van deze.

§ 2. Elke klacht omtrent een mogelijke onregelmatigheid in het verloop van de verkiezingen wordt toegestuurd bij ter post aangetekend schrijven aan de Voorzitter van de Verkiezingscommissie, ten laatste binnen de drie werkdagen na de afkondiging van de resultaten bedoeld bij de artikelen 47 en 62 van dit besluit.

De klacht mag ook schriftelijk ingediend worden bij de Voorzitter van de Verkiezingscommissie. De handtekening van de Voorzitter op het dubbel van het schrift geldt enkel als ontvangstbericht voor de indiening van de klacht.

De Verkiezingscommissie neemt haar beslissing binnen de vijf werkdagen na de indiening van een klacht overeenkomstig de vorige leden.

Wanneer een verkiezing vernietigd wordt door de Verkiezingscommissie wordt een nieuwe stemming ingericht binnen de tien werkdagen die volgen op deze vernietiging. »

**Art. 10.** Artikel 51 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 51. In de loop van de tweede helft van de maand april die voorafgaat aan het verstrijken van het mandaat van de ambtsbekledende Directeur-Voorzitter, kondigt het Directiecollege, samengesteld uit de pas aangewezen Categoriendirecteurs en uit de ambtsbekledende Directeur-Voorzitter aan de Regering dat het mandaat binnenkort vacant wordt.

In de loop van de tweede helft van de maand mei, maakt de Minister tot wier bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort een oproep bekend in het *Belgisch Staatsblad* betreffende het openvallen van het mandaat van Directeur-Voorzitter.

In de loop van de eerste helft van de maand juni, dienen de kandidaten voor dit ambt hun kandidatuur in bij het secretariaat van de hogeschool waarin het mandaat van Directeur-Voorzitter vacant wordt. Hun naam wordt aangeplakt de eerste werkdag die volgt op het verstrijken van de termijn bepaald voor het indienen van de kandidaturen.

Om de lijst op te maken van drie kandidaten, die voorgedragen worden voor het ambt van Directeur-Voorzitter, bedoeld in artikel 67, tweede lid, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, komt het bestuurscollege samengesteld uit de pas aangewezen Categoriendirecteurs en de ambtsbekledende Directeur-Voorzitter bijeen binnen de vijf werkdagen die volgen op de afsluitingsdatum voor de indiening van de kandidaturen. ».

**Art. 11.** In artikel 52 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "samengesteld uit de pas aangewezen Categoriendirecteurs en de ambtsbekledende Directeur-Voorzitter" worden ingevoegd tussen de woorden "bestuurscollege" en "beraadslaagt";

2° de bepaling wordt als volgt aangevuld : "Ingeval dit quorum niet bereikt wordt, wordt er overgegaan tot een nieuwe vergadering van het Directiecollege zoals bedoeld bij vorig lid, dat geldig beraadslaagt welk aantal aanwezige leden er ook is."

**Art. 12.** In artikel 55 van hetzelfde besluit worden de woorden "op de 1e juni voor het verstrijken van zijn mandaat" vervangen door de woorden "ten laatste, de eerste werkdag na het opstellen van de lijst."

**Art. 13.** Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 56. § 1. Als de Directeur-Voorzitter overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat wettig gedurende de eerste vier jaren van de uitoefening van genoemd mandaat, vindt een nieuwe verkiezing plaats.

Te dien einde worden, binnen de vijf werkdagen die volgen op de kennisneming van het openvallen van het ambt, licht het Directiecollege de Regering van dit openvallen mee.

Gedurende de maand die volgt op de kennisneming verschijnt uit initiatief van de Minister tot wier bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort een oproep in het *Belgisch Staatsblad* betreffende het openvallen van dit mandaat.

De kandidaten voor dit ambt beschikken over vijftien dagen vanaf de bekendmaking van de oproep in het *Belgisch Staatsblad* om hun kandidaatstelling bij het secretariaat van de hogeschool in te dienen. Hun naam wordt aangeplakt de dag na het verstrijken van de termijn bepaald voor het indienen van de kandidaturen.

Met het oog op het opstellen van de lijst van drie kandidaten voorgedragen voor het ambt van Directeur-President bedoeld bij artikel 67, tweede lid, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, vergadert het Directiecollege binnen de vijf werkdagen na de afsluitingsdatum voor de indiening van kandidaturen.

De artikelen 52 tot 54 zijn van toepassing.

De lijst met de drie kandidaten wordt gericht door de Categoriëdirecteur die het langst het ambt waarneemt aan de Regering binnen de drie werkdagen na het opstellen van de lijst.

Indien de Directeur-Voorzitter overlijdt, ontslag neemt of de hoedanigheid verliest die zijn mandaat wettigde, gedurende het laatste jaar van genoemd mandaat, wordt het ambt van Directeur-Voorzitter ad interim tot het einde van het mandaat waargenomen door de oudste Categoriëdirecteur met de grootste anciënniteit in dat ambt binnen de hogeschool en, bij gelijke anciënniteit, de oudste Categoriëdirecteur.

§ 2. De Directeur-Voorzitter, aangewezen door de Regering ten gevolge van de procedure bedoeld bij § 1, leden 1 tot 8, voleindigt het mandaat van zijn voorganger. »

**Art. 14.** Artikel 57 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 57. Onverminderd artikel 100 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen plakt het Directiecollege een oproep tot de kandidaten aan met als doel de verkiezing voor het ambt van Categoriëdirecteur.

Het secretariaat van de hogeschool maakt, per ingerichte onderwijscategorie, de kieslijsten op, die afgesloten worden op de eerste werkdag van de eerste helft van de maand maart die voorafgaat aan het einde van het mandaat van de ambtsbekledende Categoriëdirecteur.

Zijn kiezers, de leden van het onderwijzend personeel van de hogeschool, aangewezen voor de betrokken categorie en in dienstactiviteit binnen deze op de afsluitingsdatum van de kieslijsten. »

**Art. 15.** Artikel 58 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 58. De kandidaten voor het ambt van Categoriëdirecteur dienen hun kandidatuur in op het secretariaat van de hogeschool gedurende de eerste helft van de maand maart die voorafgaat aan het einde van het mandaat van de ambtsbekledende Categoriëdirecteur.

Hun naam wordt aangeplakt ten laatste de eerste werkdag na het verstrijken van de termijn bepaald voor het indienen van de kandidaturen. »

**Art. 16.** In artikel 59 van hetzelfde besluit worden de woorden "in de maand mei voor het verstrijken van de mandaten van de fungerende categoriale directeurs" vervangen door de woorden "in de tweede helft van de maand maart na de afsluitingsdatum voor de indiening van de kandidaturen".

**Art. 17.** Artikel 60, wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Iedere kiezer beschikt over één stem. »

**Art. 18.** Artikel 61, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt afgeschaft.

**Art. 19.** Artikel 62 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 62. De uitslag van de verkiezing wordt door de Directeur-Voorzitter aan de Regering gestuurd de eerste werkdag na de afsluitingsdatum voor de verkiezing.

Op dezelfde dag, kondigt de Verkiezingscommissie bedoeld bij artikel 49 van dit besluit de uitslag van de verkiezing af.

Bij staking van stemmen, bevat de aan de Regering overgezonden lijst, naast de eerste twee kandidaten, de namen van de kandidaten die als derde uitgekomen zijn en die een gelijk aantal stemmen hebben bekomen. »

**Art. 20.** In artikel 63 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden "de kennisneming van" ingevoegd tussen "na" en "het";

2° in § 1, wordt het derde lid afgeschaft;

3° in § 1, tussen het tweede lid zoals gewijzigd en het vierde lid waarvan de tekst een vijfde lid zal worden, worden twee nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt :

« De kandidaten voor het ambt van Categoriëdirecteur dienen hun kandidatuur in op het secretariaat van de hogeschool gedurende de vijftien dagen van de afsluitingsdatum van de kieslijsten.

Hun naam wordt aangeplakt ten laatste de eerste werkdag na het verstrijken van de termijn bepaald voor het indienen van de kandidaturen. »;

4° in § 1, vijfde lid, waarvan de tekst een zesde lid zal worden, worden de woorden "en 61" geschrapt.

5° in § 1, zesde lid, waarvan de tekst een zevende lid zal worden, worden de woorden "binnen de drie dagen" vervangen door de woorden "binnen de drie werkdagen".

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 22.** De Minister tot wier bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 10 februari 2006.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET